



## L'importance stratégique du pipeline de Bakou

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 02 décembre 2005

original en anglais GlobalResearch.ca;  
Horizons et débats, numéro 33, octobre  
2005 1 octobre 2005

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Après une courte baisse au-dessous des 65 dollars le baril, le cours du pétrole remonte à 70 dollars et probablement au-dessus après que l'ouragan Katrina a ravagé les installations pétrolières de la Nouvelle-Orléans. Dans ces circonstances, on devrait penser que l'annonce de la mise en exploitation d'un grand pipeline permettant d'amener le pétrole de la mer Caspienne sur les marchés mondiaux pourrait tempérer le renchérissement.

Quoi qu'il en soit, même quand l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a décidé, le 15 juin, de majorer de 500'000 barils par jour ses quotas réguliers de production, le Nymex a réagi en annonçant que le cours du pétrole monterait à 56,50 dollars. Actuellement, on estime que la demande mondiale moyenne dépassera au minimum de 3 millions de barils par jour celle du premier semestre. L'OPEP estime qu'elle atteindra 86 millions de barils par jour au quatrième trimestre. En juin, les raffineries américaines ont recouru à leurs capacités à raison de 97%, niveau dangereusement élevé. L'Irak en est resté à une production de 1,5 million de barils par jour, soit nettement inférieure au niveau d'avant-guerre et inférieure de beaucoup aux 2,5 à 3 millions, voire davantage, attendus par Cheney et Washington. Aux mois de juillet et août devraient s'y ajouter 225000 barils par jour provenant du champ de pétrole de Bonga, au Nigéria, le plus grand projet en dehors de la région de la mer Caspienne.

### Pipeline de la mer Caspienne en exploitation

A cet égard, il vaut la peine de considérer l'importance du pipeline qui va de Bakou à Ceyhan (Turquie) et qui a été mis en exploitation au mois de mai. Long de 1762 km, ce pipeline a été terminé quelques mois plus tôt que prévu. La construction du pipeline pétrolier Bakou-Tiflis-Ceyhan (BTC) a commencé en 2002, après quatre ans de pourparlers internationaux intenses. Elle a coûté 3,6 milliards de dollars, ce qui en a fait une des projets pétroliers les plus chers jamais conçus. Le principal bailleur de fonds était BP, dont le président, Lord Brown, est un des conseillers les plus proches de Tony Blair. Pour la construction, BP a constitué un consortium dont faisaient partie notamment l'entreprise américaine Unocal et la société turque Petroleum Inc. Il faudra attendre la fin septembre tout au moins pour atteindre, avec 10,4 millions de barils, le volume nécessaire pour entamer la livraison de pétrole au port turc de Ceyhan, en Méditerranée. Fait intéressant, Ceyhan est situé dans les environs de la base aérienne américaine d'Inçirlik. Le soutien de Clinton, en 1998, a conféré au pipeline BTC une forte priorité stratégique. En fait, le secrétaire américain à l'énergie, Samuel Bodman, a participé à l'inauguration du pipeline, qui a eu lieu au mois de mai, et a remis un message personnel de félicitations du Président

George W. Bush.

La situation politique de l'Asie centrale de la mer Caspienne est complexe, notamment depuis que l'effondrement de l'Union soviétique a provoqué la convoitise, en particulier des Etats-Unis, à propos de cette région forte en pétrole. Il faut donc tenir compte des grandes concentrations de pouvoir qui se forment. Il y en a deux. On considérera d'une part l'alliance des Etats-Unis, de la Turquie et de l'Azerbaïdjan. Depuis que la «révolution de velours» a eu lieu en Géorgie, ce pays petit, mais important, situé sur le tracé du pipeline, en fait aussi partie. La Russie se trouve dans une autre situation, en raison de la route que suit le pipeline avec le pétrole de la mer Caspienne. Jusqu'en 1990, elle a exercé un contrôle rigide sur toute la mer Caspienne, à l'exception de la côte iranienne. Aujourd'hui, la Russie mène une alliance incommode, mais décidée avec l'Iran et l'Arménie, en opposition au groupe des Etats-Unis. Il faut tenir compte de ces deux camps pour comprendre ce qui se passe dans la région depuis 1991. Le pipeline pétrolier BTC étant enfin terminé et la route à travers la Géorgie étant dans les mains de ceux qui soutiennent Washington – ce qui, par ailleurs, était une condition sine qua non de l'achèvement du pipeline – on doit se demander comment Moscou réagira. Putin a-t-il quelque possibilité que ce soit, mise à part l'ultime, la nucléaire?

Ces derniers mois, un modèle géopolitique est devenu évident. Avec le soutien et le financement ouvert ou caché de Washington, un régime après l'autre a été instauré dans les Etats de l'ancienne Union soviétique, qui soit se trouve dans la proximité stratégique des pipelines possibles partant de la mer Caspienne, soit empêche Moscou de contrôler ces pipelines.

L'Ukraine est plus ou moins dans les mains d'un régime «démocratique» dirigé par Victor Juschenko et soutenu par Washington. La corruption des pouvoirs publics est devenue si éclatante au début de septembre que Juschenko a dû, pour sauver sa peau, congédier son Premier ministre, la milliardaire Julia Timoschenko. En Ukraine, Julia Timoschenko est connue sous le nom de «princesse du gaz», en raison du patrimoine qu'elle a accumulé comme fonctionnaire dans des opérations commerciales douteuses conclues avec Gazprom.

La crédibilité du régime de Juschenko est en train de s'estomper, après que l'euphorie suscitée par la révolution orange a fait place à la réalité économique. Le 16 juin, Juschenko a reçu à Kiev le Forum économique de Davos, qui s'est demandé s'il convenait d'effectuer des investissements dans la «Nouvelle Ukraine». Fait intéressant, Juschenko a semblé bien rétabli des blessures au visage qui avaient joué un rôle lors de son élection. Cet empoisonnement attribué aux Russes lui avait permis de passer pour la victime d'une tentative de meurtre soi-disant ordonnée par Moscou.

Lors de la rencontre de Kiev, le gouvernement Timoschenko a annoncé qu'il se proposait de construire un pipeline destiné au pétrole et au gaz allant de la mer Caspienne à la Pologne et passant par l'Ukraine, qui réduirait sa dépendance de Moscou dans son approvisionnement en pétrole et en gaz. Il a révélé que le gouvernement ukrainien menait de sérieux pourparlers avec Chevron, société dans laquelle Condoleezza Rice avait travaillé. Il va de soi qu'un tel projet se heurte aux intérêts russes dans la région. Une raison du soutien vigoureux que Washington avait accordé à Juschenko l'an passé était une décision du gouvernement Koutschma et du parlement de modifier le parcours du pipeline Brody-Odessa du port de la mer noire en Pologne, ce qui aurait relié l'Ukraine à l'ouest. Maintenant, l'Ukraine mène des pourparlers avec Chevron pour construire un pipeline ayant le même objectif. Actuellement, l'Ukraine reçoit 80% de son énergie de Russie.

Un second projet sur lequel le gouvernement ukrainien et l'établissement public NAK (Naftogaz Ukraine) se penchent concerne la construction avec Gaz de France d'un pipeline de gaz naturel provenant d'Iran et destiné à remplacer le gaz russe. Sa réalisation affaiblirait aussi bien les relations entre la Russie et l'Iran que celles entre la Russie et la France. Le jour de la conférence de Kiev, le gouvernement du Kazakhstan a fait savoir, lors d'une conférence internationale d'investisseurs tenue à Almaty, qu'il menait des pourparlers avec l'Ukraine pour acheminer également le pétrole kazakh vers la Baltique grâce au pipeline ukrainien envisagé. Ici également, Chevron est le principal chef du consortium qui extrait du pétrole kazakh à Tenguz. En raison de la nature politique de l'«US Big Oil», il est évident que Condoleezza Rice, Dick Cheney et l'administration américaine jouent un rôle important dans de telles négociations sur les pipelines.

A l'origine, BP et d'autres entreprises avaient proclamé que le pipeline Baku-Ceyhan était le projet du siècle. Zbigniew Brzezinski, conseiller de BP pendant l'ère Clinton, avait poussé instamment Washington à le soutenir. En fait, c'est Brzezinski qui, sur ordre de Clinton, a rencontré officieusement le président azéri Haidar Aliyev en 1995 à Bakou pour négocier le tracé de nouvelles routes indépendantes de pipelines à partir de Bakou, à l'inclusion du pipeline BTC ultérieur.

## Relations Etats-Unis – Azerbaïdjan

Brzezinski siège également au bureau d'une association assez impressionnante, même si elle est peu connue, la Chambre du commerce Etats-Unis – Azerbaïdjan (USACC). Le président de l'USACC à Washington est un manager d'EonMobil, Tim Cejka, président d'EonMobil Exploration. Outre Brzezinski, Henry Kissinger et James Baker III sont membres du bureau de l'USACC. Baker est l'homme qui, en 2003, est allé personnellement à Tiflis afin d'exiger de la part de Washington de Schewardnase qu'il fasse place comme président à Michail Sakaschwili, géorgien formé aux Etats-Unis. Actuellement, Brent Scowcroft siège aussi au bureau de l'USACC et Dick Cheney en faisait partie avant de devenir vice-président des Etats-Unis. On ne peut guère imaginer de plus forte équipe de manipulateurs géopolitiques. Il n'est pas nécessaire de préciser que les élites au pouvoir à Washington ne perdent pas normalement leur temps de cette manière, à moins que le secteur ne soit d'une importance géopolitique essentielle. Comme le pipeline BTC est terminé, un pipeline au-dessous de la mer doit, dans une deuxième phase, relier la mer Caspienne au Kazakhstan et au Turkménistan, avec ses riches réserves de gaz. Il pourrait faire passer l'énergie de la Chine à l'Ouest. A cet égard, il faut souligner que le président Bush lui-même est allé à Tiflis le 10 mai, où il a prononcé une allocution devant la foule rassemblée sur la place de la liberté, l'invitant à participer à sa campagne de «guerre contre la tyrannie» dans la région. Il s'est félicité que des «révolutions de couleur» soutenues par les Etats-Unis aient eu lieu de l'Ukraine à la Géorgie». Puis, Bush s'en est pris à la division de l'Europe que Roosevelt avait entérinée à Yalta, en 1945. Il a fait alors la déclaration bizarre que voici: «Nous ne répéterons pas les fautes commises par d'autres générations en considérant la tyrannie comme une peccadille, en l'excusant ou en sacrifiant la liberté à la vaine quête de stabilité». «Nous en avons tiré la leçon; aucune liberté ne doit être sacrifiée. A long terme, notre sécurité et la vraie stabilité dépendent de la liberté des autres», a poursuivi Bush. «Maintenant, nous voyons à travers le Caucase, l'Asie centrale et le Moyen-Orient au sens large, la même exigence de liberté brûlant dans le cœur de la jeunesse. Ils exigent leur liberté – et ils l'auront.»

## L'Azerbaïdjan et la prochaine «révolution des couleurs»

Il n'est pas étonnant que les groupes d'opposition aient été considérés, par tout le Caucase, ce discours comme un signal de soulèvement. En Azerbaïdjan, quatre groupements de jeunesse – Yokh! (Nein!), Yeni Fikir (La nouvelle pensée), Magam (Il est temps !) et le mouvement orange d'Azerbaïdjan – forment la nouvelle opposition, en écho à la Géorgie, à l'Ukraine et à la Serbie. L'ambassade des Etats-Unis et des fonctionnaires d'ONG spécialement instruits y ont préparé les changements de régime favorables aux Etats-Unis avec l'aide de la Foundation for Democracy (Fondation américaine pour la démocratie), de ce que l'on appelle la Freedom House (Maison de la liberté) et de la Soros Foundation (Fondation Soro). Selon des journalistes de Bakou, le mouvement ukrainien Pora – ce qui signifie «Il est temps!» –, le mouvement géorgien Kmara («Assez!») et le mouvement serbe Otpor («Résistance») sont considérés par les quatre organisations azerbaïdjanaises d'opposition comme modèles. Aux yeux des groupements d'opposition, le fait que George Bush ait rencontré Vladislav Kaskiv, le chef du mouvement Pora, en février à Bratislava démontre que Washington soutient leur entreprise. Il semble que les mêmes experts de Washington qui ont appuyé le changement de gouvernement se préparent aux élections de la «Révolution des couleurs» en Azerbaïdjan, qui auront lieu au mois de novembre. Au décès du président Haider Aliyev, en 2003, des élections manipulées ont fait son successeur de son playboy de fils. Washington a soutenu cette action parce qu'Aliyev était «notre tyran» et qu'il contrôlait par hasard le robinet du pétrole de Bakou. Ilham, l'ancien président de la compagnie pétrolière étatique SOCAR, se maintient au pouvoir occupé par son père et ne semble pas considéré comme l'homme approprié pour mener la nouvelle politique afférente au pipeline. Aussi bien le gouvernement de Tony Blair que le service AID de l'administration américaine versent des fonds à l'opposition d'Azerbaïdjan comme à la résistance ukrainienne. L'ambassadeur américain Reno Harnish a communiqué que Washington était disposé à financer l'enquête sur le résultat des élections pendant les élections. Il a fallu recourir à de telles enquêtes en Ukraine pour stimuler le succès de l'opposition. Moscou observe attentivement les événements d'Azerbaïdjan. Le 26 mai, le journal moscovite «Kommersant» relevait: «Tandis que les pipelines transportent le pétrole de l'Est à l'Ouest, l'esprit de la révolution orange se dirige dans la direction inverse.» Le commentateur soulignait encore que les gouvernements occidentaux soutenaient la démocratisation de l'Azerbaïdjan pour protéger les investissements considérables effectués déjà dans les pipelines. Toutefois, ce n'est là qu'une partie du jeu stratégique.

Récemment encore, les Etats-Unis soutenaient la dictature corrompue et brutale des Aliyev parce que cette famille s'était alignée sur les vues géopolitiques des Américains. Ils ont agi ainsi bien qu'Haider Aliyev ait été officier supérieur du KGB dans l'Union soviétique de Gorbatschev. Le 12 avril, le ministre de la défense Rumsfeld est allé pour la deuxième fois à Bakou en quatre mois afin de négocier la construction d'une base militaire américaine en Azerbaïdjan, qui correspond à une partie du changement de la répartition des troupes américaines, notamment en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. Le Pentagone dirige déjà les troupes géorgiennes par des officiers d'unités spéciales et la Géorgie a demandé son admission dans l'OTAN. Washington entend maintenant ériger des bases à proximité immédiate aussi bien de la Russie que de l'Iran.

Le Pentagone a mis à disposition 100 millions de dollars pour former des unités militaires spéciales dans la région de la mer Caspienne. L'objectif était de surveiller le pipeline BTC, bien que celui-ci fût souterrain – ce qui explique le niveau élevé des coûts. Une partie de ces fonds serait affectée à un centre de commandement à Bakou, qui serait équipé d'un radar

et ainsi en mesure de surveiller tout le trafic sur la mer Caspienne. Le gouvernement américain souhaite établir des bases aériennes en Azerbaïdjan, ce que Téhéran et Moscou considèrent évidemment comme une provocation stratégique.

Dans toutes ces manœuvres de Washington et de Londres, le contrôle stratégique géopolitique de l'Eurasie semble jouer un rôle très important. De surcroît, il devient de plus en plus évident que la Russie de Putin n'est pas le seul objet de la nouvelle guerre américaine contre la tyrannie. Son plan ne vise pas non plus seulement Usama bin Ladin et ses habitants des cavernes de Tora-Bora. La stratégie actuelle de Washington concerne de nombreuses anciennes républiques soviétiques d'Eurasie qui ne possèdent pas de réserves connues en pétrole ou en gaz. Leur importance est bien davantage stratégique et géopolitique: elle se rapporte à la domination future de la politique américaine en Eurasie.

## Où va le Kirghizstan?

Depuis le début de 2005, quand l'opposition a protesté à plusieurs reprises contre l'irrégularité des élections parlementaires aux mois de février et de mars, le Kirghizstan a figuré sur la liste toujours plus fournie des républiques eurasiennes menacées d'un changement de régime. Le succès de l'ancien Premier ministre Kurmanbek Bakiev, qui a remplacé le président Askar Akayev grâce à la «révolution» nationale «dite des tulipes» et est devenu président par intérim jusqu'aux élections présidentielles de juillet rappelle fortement la révolution orange ukrainienne et la révolution de satin géorgienne. Il n'est pas étonnant que Bakiev ait «gagné» les élections de juillet, compte tenu du soutien massif de Washington.

Radio Liberty de Washington s'est efforcée d'expliquer que l'opposition kirghize n'était pas due à une intervention américaine, mais qu'il s'agissait d'une véritable naissance spontanée. Selon des journalistes américains connus, y compris Craig Smith du «New York Times» et Philip Shishkin du «Wall Street Journal», l'opposition kirghize a reçu plus qu'«a little help from my friends». Conformément à la loi américaine dite de soutien de la liberté, le pauvre Kirghizstan, détruit jusqu'à ses racines, a reçu 12 millions de dollars du gouvernement américain. Par 12 millions, on peut fournir beaucoup de démocratie dans un pays aussi pauvre que le Kirghizstan.

En exultant, dans un commentaire relatif aux protestations de février-mars contre le gouvernement, qu'«une telle action aurait été absolument impossible sans ce soutien», Edil Baisolov reconnaît la générosité de Washington. D'après Smith du «New York Times», l'organisation de Baisolov, la Coalition pour la démocratie et les droits de l'homme, a été financée par l'Institut national démocratique des affaires internationales. Cet institut est une organisation à but non lucratif qui opère de Washington et qui a été fondée par le département d'Etat dirigé par Condoleezza Rice. Au micro de Radio Liberty, Baisolov a affirmé être allé en Ukraine pour y vivre les tactiques de la révolution orange dont il s'est inspiré.

Mais ce n'est pas tout: L'équipe des comédiens de la démocratie est occupée à Bishkek, soutient la démocratie de type américain et repousse la tyrannie antiaméricaine.

Selon leur représentant sur place, Mike Stone, la Freedom House (Maison de la liberté), à Washington, a financé généreusement la presse indépendante, qui édite le journal d'opposition «MSN».

La Freedom House est une organisation au nom de bon aloi et à la longue histoire, fondée à la fin des années quarante du siècle dernier pour soutenir la création de l'OTAN. Son président est James Woolsey, ancien directeur de la CIA et néo-conservateur, qui taxe de Quatrième guerre mondiale la série de changements de régimes qui s'accomplissent actuellement de Bagdad à Kaboul. Parmi les membres de son comité figurent l'inévitable Zbigniew Brzezinski, Stuart Eizenstat, ministre de l'économie de Clinton, et Anthony Lake, membre du Conseil national de sécurité. La Freedom House reçoit un soutien financier notamment de l'United Agency for International Development (USAID), de l'United States Information Agency, de la Soros Foundation et de la National Endowment for Democracy (NED, Fondation nationale pour la démocratie).

Une autre des nombreuses organisations non gouvernementales qui stimulent la nouvelle démocratie au Kirghizstan est la Civil Society Against Corruption (Société civile contre la corruption), financée par la NED. Avec la Freedom House au centre de toutes les «révolutions des couleurs» déclenchées ces derniers mois, la Civil Society a été créée au temps de Reagan pour opérer de facto comme la CIA et a été privatisée pour avoir plus de latitude dans son action. Son président, Vin Weber, est un ancien député républicain au Congrès qui entretient des contacts étroits avec le néo-conservateur Bill Bennet. Depuis 1984, Carl Gershman, un ancien élève de la Freedom House, est président de la NED. Le général de l'OTAN Wesley Clark, qui a dirigé les bombardements américains en Serbie en 1999, fait partie également de la NED. Allen Weinstein, qui a aidé à élaborer la législation relative à la NED, a déclaré en 1991: «Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui a été préparé en secret par la CIA il y a 25 ans.»

Le chef de la Civil Society Against Corruption au Kirghizstan est Tolekan Ismailova, qui a organisé la traduction et la diffusion du manuel de la révolution utilisé en Serbie, en Ukraine et en Géorgie. Gene Sharp, de l'Albert Einstein Institute à Boston en a assuré la rédaction. Mode d'emploi des révolutions des couleurs, ce livre porte le titre «De la dictature à la démocratie». Il contient des conseils de résistance non violente – telle l'agitation de fanions et de couleurs symboliques – et de désobéissance civique. Finalement – mais son importance n'est pas moindre –, il y a le George Soros Open Society Institute, qui a injecté également des fonds dans le changement de régime en Serbie, en Géorgie et en Ukraine.

## Au tour de l'Ouzbékistan?

Le président tyrannique d'Ouzbékistan, Islam Karimov, s'était illustré très tôt comme ami fidèle de Washington dans sa guerre contre le terrorisme en mettant une ancienne base aérienne soviétique à disposition des actions militaires américaines, attaques contre les Talibans en Afghanistan comprises. Beaucoup d'observateurs estimaient que Karimov était trop lié à Washington pour être en péril. Il était devenu un «bon tyran» aux yeux de Washington. Même cela n'est plus certain entre-temps. En mai, Condoleezza Rice a exigé de Karimov qu'il réalise des réformes politiques à la suite de révoltes violentes dans les prisons et des protestations ultérieures contre la situation dans le bassin de Fergana, en Andijan. Karimov a repoussé vigoureusement la critique d'enquêteurs indépendants selon laquelle ses troupes auraient tiré contre des protestataires non armés et tué des centaines d'entre eux. Il a persisté dans ses vues que des fondamentalistes radicaux musulmans «externes» alliés des Talibans avaient déclenché la révolte avec l'intention d'ériger un califat dans le bassin ouzbek de Fergana, à la frontière du Kirghizstan.

Alors qu'il est incertain si Karimov est déjà menacé d'être privé de ses fonctions, quelques-uns des principaux soutiens à Washington de sa «réforme démocratique» semblent se

transformer en adversaires. Un commentateur américain s'est exprimé ainsi: «En raison de l'utilité stratégique de l'Ouzbékistan, le caractère du régime Karimov ne saurait être ignoré davantage.» A la mi-juin, le gouvernement Karimov a annoncé que l'utilisation de la base aérienne américaine de Kahrsi-Khanabad, en Ouzbékistan, serait modifiée, les vols de nuit notamment étant interdits. Dans le grand jeu du contrôle géopolitique de l'Eurasie, Karimov se rapproche démonstrativement de Moscou et, peut-être, de Pékin.

A la suite des événements de l'Andijan, Karimov a ranimé l'ancien «partenariat stratégique» avec Moscou et a été reçu également à Pékin à la fin mai, avec un grand déploiement de tapis rouge et le tir de 21 coups de canon. Lors d'une conférence de l'OTAN qui a eu lieu à Bruxelles au mois de juin, le ministre russe des affaires étrangères, Serge Ivanow, a soutenu Karimov en déclarant qu'il n'y avait aucune raison de mener une enquête internationale à propos des événements de l'Andijan.

Pékin a souligné récemment l'importance de la Shanghai Corporation Organization (SCO) fondée il y a quatre ans. Ses membres sont la Chine, la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. De manière étonnante, ce sont justement les Etats dans lesquels les Etats-Unis s'efforcent de déclencher des révolutions démocratiques.

Un coup d'œil jeté sur la carte de l'Eurasie fait deviner ce qui intéresse Washington. L'objectif des Etats-Unis est non seulement d'entourer la Russie d'une série de bases de l'OTAN - à commencer par Camp Bond Steel au Kosovo en passant par la Pologne, la Géorgie, éventuellement l'Ukraine et la Biélorussie -, qui permettraient à l'OTAN de contrôler les tuyaux d'approvisionnement en énergie entre la Russie et l'UE. Il semble comprendre également une série de coups d'Etat démocratiques qui couperaient stratégiquement la Chine de tout accès aux réserves vitales en pétrole et en gaz de la mer Caspienne, Kazakhstan compris. Pour des raisons géographiques évidentes, les voies commerciales de l'ancienne route de la soie asiatique passaient par Taschkent en Ouzbékistan et Almaty au Kazakhstan, une région entourée de hauts massifs montagneux. Le contrôle géopolitique de l'Ouzbékistan, du Kirghizstan et du Kazakhstan permettrait de contrôler le tracé de tout pipeline possible entre la Chine et l'Asie centrale ainsi que de cerner les pipelines russes et les autres liaisons entre la Russie, l'Europe occidentale et le Moyen-Orient.

A ce sujet, il vaut la peine de citer de nouveau un article notable que Zbigniew Brzezinski avait publié dans Foreign Affairs de septembre 1997: «L'Eurasie est la patrie de la plupart des Etats politiquement importants et dynamiques du monde. Tous ceux qui, au cours de l'histoire, ont prétendu exercer une puissance mondiale, l'ont justifié par leur rôle en Eurasie. Les prétendants à l'hégémonie régionale dont la population est la plus élevée sur le plan mondial se trouvent en Eurasie, de même que tous ceux qui défient potentiellement la superpuissance américaine, économiquement ou politiquement. Les six économies les plus importantes et les pays aux dépenses militaires les plus élevées après celles des Etats-Unis font partie de l'Eurasie, tout comme les puissances nucléaires déclarées ou cachées, à une exception près. La population de l'Eurasie comprend 75% de la population mondiale, elle génère 60% du produit national brut mondial et dispose de 75% des ressources énergétiques mondiales. Dans l'ensemble, la puissance potentielle de l'Eurasie dépasse même celle de l'Amérique. L'Eurasie est le supercontinent dans l'axe du monde. Celui qui dominerait l'Eurasie exercerait une influence déterminante sur deux des trois premières régions productives du monde: l'Europe occidentale et l'Asie orientale. De plus, un regard jeté sur la carte nous convainc qu'un pays dominant l'Eurasie contrôle presque automatiquement le Moyen-Orient et l'Afrique. Comme l'Eurasie sert maintenant d'échiquier

géopolitique décisif, il n'y a plus lieu d'élaborer encore une politique européenne et une politique asiatique. Ce qui détermine la répartition du pouvoir sur la masse géographique eurasiennne sera d'une importance décisive pour l'hégémonie américaine dans le monde ...»

Cette description faite avant le bombardement de la Yougoslavie par les Etats-Unis ainsi qu'avant leur occupation de l'Afghanistan et de l'Irak permet de considérer sous un nouvel aspect les récentes déclarations sur la «libération du monde de ses tyrans» et la diffusion de la démocratie. Il s'agit d'une hégémonie mondiale, non d'une démocratie.

La source originale de cet article est original en anglais GlobalResearch.ca; Horizons et débats, numéro 33, octobre 2005

Copyright © [F. William Engdahl](#), original en anglais GlobalResearch.ca; Horizons et débats, numéro 33, octobre 2005, 2005

---

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)